

Rwanda : l'esprit humanitaire contre le devoir d'humanité

Rony Brauman

1994

le Monde, 30 juin 1994.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Rwanda : l'esprit humanitaire contre le devoir d'humanité

Rony Brauman

Une partie de l'humanité est, sous nos yeux, en passe d'être rayée de la carte du monde. Le programme d'anéantissement, la boucherie organisée auxquels se livrent les extrémistes hutus au Rwanda vont arriver à leur terme, avec la disparition des derniers Tutsis et opposants rwandais.

Il ne s'agit pas d'une affaire douloureuse parmi d'autres. Il ne s'agit pas d'un malheur de plus, venant s'ajouter aux souffrances de notre pauvre humanité. Il s'agit du mal absolu: un génocide, une entreprise de destruction planifiée d'êtres humains, exterminés pour la simple raison qu'ils sont ce qu'ils sont.

Dans un premier temps, la réaction internationale a été simple et classique: variations sur le thème des violences inter-ethniques, évacuation des étrangers, appels à l'arrêt des "combats", installation d'un dispositif humanitaire. Avec le temps et la montée de la pression médiatique, la nature du processus de mort s'est peu à peu précisée jusqu'à ce que s'impose la réalité et qu'un gouvernement, celui de la France en l'occurrence, se décide à agir. Agir aujourd'hui, au Rwanda, c'est interdire avec les moyens d'une armée, la continuation de ce génocide. C'est libérer les populations prisonnières, otages, avant que ne s'achève leur mise à mort. C'est neutraliser les milices hutues qui sont le fer de lance de la tuerie. C'est préparer le jugement des bourreaux, parce qu'il ne peut y avoir d'impunité pour des crimes de cette ampleur et qu'il faut absolument briser le cercle infernal des représailles privées.

L'opprobre que mérite la France pour son aide au régime coupable du carnage est une chose, et il faudra s'interroger sur les raisons d'un soutien appuyé que notre pays a apporté à une dictature de cet acabit, lui qui est si prompt à rappeler son attachement aux Droits de l'Homme et aux valeurs humanitaires. Mais l'urgence est aujourd'hui ailleurs. Il faut arrêter cette machine de mort, même si c'est tard, même si c'est difficile. Qui ne souhaiterait que cette décision soit celle de l'Onu et de l'Oua? Qui ne préférerait une intervention claire, non entachée de soupçons ou d'arrière-pensées? Seulement voilà, elles n'arrivent pas, et ce ne sont pas les convois d'aide alimentaire et de médicaments, ce n'est pas l'aide humanitaire, qui peuvent changer quoique ce soit au programme d'extermination que se sont fixés les extrémistes hutus.

Et pourtant... voici le deuxième temps, celui de la cacophonie humanitaire. "Une intervention? Oui, certes, peut-être, mais pas la France, pas comme ça, plus maintenant. Voyez les déclarations, tout le monde est hostile, ou méfiant. Et voyez nos programmes, nos volontaires, notre action, mis en danger par l'arrivée des troupes françaises, le remède va être pire que le mal". En substance, pitié pour le Rwanda, et surtout pitié pour nos projets! Il y a moins de dix ans, en Éthiopie, on a pu voir les ravages du larmoiement humanitaire, de cette pitié aveuglante qui ont permis au pouvoir d'Addis de transformer un mouvement de solidarité en auxiliaire de sa politique meurtrière de déportations.

Aujourd'hui, notre regard humide, apparemment si attentif aux malheurs des hommes, semble à nouveau incapable de discerner l'essentiel. À savoir que l'esprit humanitaire se retourne, dans ce paroxysme de violences, contre le devoir d'humanité. Les attermoiements, les arguties politico-morales, le consentement du bout des lèvres des uns et des autres ont déjà considérablement affaibli, et peut-être détourné de sa cible, le principe de l'intervention proposée par la France. La résolution 929 du Conseil de Sécurité, qui n'a pas jugé bon d'utiliser le terme de génocide, illustre éloquentement cet esprit de service minimum: avant même de reconnaître -saluons l'audace- que "la situation au Rwanda constitue un cas unique", l'instance suprême des Nations unies se

retranche derrière “le caractère strictement humanitaire de cette opération qui sera menée de façon impartiale et neutre” pour rejeter une fois de plus dos à dos victimes et bourreaux, en exigeant “que toutes les parties au conflit (...) mettent immédiatement fin à tous les massacres...”. L'humanitaire va-t-il servir, une fois encore, à ne pas prendre parti? Les tortionnaires vont-ils être les interlocuteurs, ou les objectifs, des troupes engagées dans cette opération? Si l'exigence impérieuse, absolue, de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre un terme au génocide et juger ses auteurs ne l'emporte pas sur la considération des problèmes que pose une telle intervention, alors notre siècle, qui s'est inauguré en 1915 sur un génocide -celui des Arméniens- se refermera comme il s'est ouvert, sous le sceau de l'infâmie.